

PROGRAMME ASIE

LE NOUVEAU PIVOT DU PACIFIQUE : PERSPECTIVES DU LOWY INSTITUTE

PAR JONATHAN PRYKE

DIRECTEUR DU PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE PACIFIQUE DU LOWY INSTITUTE (AUSTRALIE),
SPÉCIALISTE DE LA GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

ET ALEXANDRE DAYANT

CHERCHEUR ASSOCIÉ AU SEIN DU LOWY INSTITUTE (AUSTRALIE), SPÉCIALISTE SUR LES POLITIQUES
HUMANITAIRES ET D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, ET SUR LA GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

OCTOBRE 2018

ASIA FOCUS #89

L'année 2018 a été marquée par un regain d'intérêt pour la région du Pacifique. Hormis les faits divers, c'est l'activité croissante de la Chine dans la région qui a attiré l'attention du grand public. Soudainement, cette partie du monde est devenue un espace géopolitique hardiment disputé. En conséquence, les partenaires conventionnels réagissent. L'Australie propose un « step-up », ou politique de « montée en puissance ». La Nouvelle-Zélande réinitialise sa politique régionale avec son « reset ». De leurs côtés, le Royaume-Uni ouvre de nouveaux postes diplomatiques dans la région, la France cherche à « revenir » dans la région et les États-Unis s'y intéressent de plus en plus.

UNE ALTERNATIVE AUX PROJETS CHINOIS ?

Pourquoi ce regain d'intérêt si soudain ? La présence grandissante de la Chine dans le Pacifique est bien documentée et les racines de l'engagement chinois dans la région remontent à plusieurs générations. Cependant, pour des raisons assez opaques, l'attention de la communauté internationale s'est abattue sur le Pacifique cette année.

Avant l'engagement de la Chine dans le Pacifique, la géopolitique de la région était relativement bénigne, comme le reconnaissait d'ailleurs le Livre blanc sur la Défense de la Papouasie Nouvelle-Guinée, en 2013.

Néanmoins, grâce à l'arrivée de l'Empire du Milieu dans la région, le Pacifique a bénéficié d'options allant au-delà de ses partenaires traditionnels que sont l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

En réponse à cela, en plus de chercher à améliorer leur propre engagement, l'Australie et la Nouvelle-Zélande commencent à recruter activement des partenaires dits « traditionnels » pour leur permettre d'être, de nouveau, dans la course.

Mais à quoi ressemblerait un nouveau « pivot du Pacifique » composé de nouveaux partenaires « similaires » ou « traditionnels » ?

Puisque la Chine utilise son programme d'aide au développement pour étendre son influence dans la région, nous nous concentrerons sur le rôle de l'aide dans ce nouveau pivot. Il est ici important de souligner que l'aide au développement n'est qu'une partie, parfois infime, des relations diplomatiques et géostratégiques entre les pays. Cependant, pour de nombreux pays dits « donateurs », les relations engendrées par l'aide au développement demeurent l'un des éléments essentiels de l'interaction qu'ils ont avec les États insulaires du Pacifique.

QUI EST PRÉSENT EN ASIE-PACIFIQUE ?

Au cours des dix-huit derniers mois, l'Institut de recherche australien Lowy a travaillé sur la Pacific Aid Map, lancée le mois dernier, qui permet l'analyse détaillée des flux d'aide étrangère allant vers la région du Pacifique. La Pacific Aid Map a collecté des données sur près de 13 000 projets dans 14 pays du Pacifique auprès de 62 pays « donateurs » depuis 2011 jusqu'à nos jours. Ces données sont mises à disposition sur une plate-forme interactive à multiples facettes. Avec comme objectif premier l'amélioration de l'efficacité de l'aide dans le Pacifique via une meilleure coordination et une plus grande transparence de l'aide étrangère, cet exercice représente l'effort de collecte de données d'aide le plus complet jamais effectué pour la région du Pacifique.

En plus de dresser une image claire et précise des flux d'aide au développement, la Pacific Aid Map illustre également l'effort que les pays « donateurs » devront accomplir afin de combler l'écart qu'ils ont avec la Chine, et leur permettre de renforcer leur présence sur le terrain.

Classement des pays "donateurs" de la région du Pacifique, 2011-2016

	Milliards de dollars	Part du total de l'aide distribuée	Classement
Australie	6.09	45.68%	1
Nouvelle-Zélande	1.20	9.00%	2
Chine	1.05	7.87%	3
États-Unis	1.03	7.75%	4
Japon	0.86	6.45%	5
Union européenne	0.65	4.91%	6
France	0.12	0.91%	11
Royaume-Uni	0.02	0.13%	26

Source: Lowy Institute Pacific Aid Map

LES ÉTATS-UNIS MOBILISÉS

Commençons avec les États-Unis. Washington a une longue histoire avec le Pacifique Nord, histoire qui n'en reste pas moins compliquée. Les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall et les Palaos ont tous conclu un pacte de libre association (« Compact of Free Association ») avec les États-Unis. Entre 2011 et 2016, plus de 85% de l'aide au développement des États-Unis destinée au Pacifique est allée à ces trois pays. Cependant, ce pacte doit être renégocié en 2023 et Palau (déjà sous la pression de la Chine) n'a pas reçu l'intégralité de son dû depuis sept ans. Additionnellement, des problèmes se préparent sur les territoires américains de la région, notamment Saipan.

En conséquence, afin de stabiliser leur position dans la région, les États-Unis devraient chercher à réaffirmer leur rôle dans le Pacifique Nord et à s'engager dans des actions plus ciblées au Sud, telles que renforcer leur empreinte diplomatique, soutenir les organisations régionales, fournir davantage de bourses d'études et, pourquoi pas, impliquer les partenaires du Pacifique dans davantage d'opérations militaires conjointes.

LA FRANCE, UNE PUISSANCE DU PACIFIQUE ?

En ce qui concerne la France, celle-ci est très présente dans la région, mais avec une attention principalement focalisée sur ses territoires : Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Fortuna. Combinés, ce sont plus de 500 000 Français qui ont élu domicile dans le Pacifique. Chaque année, ces territoires bénéficient de 3 à 3,5 milliards de dollars de transferts depuis Paris, soit près du double de l'aide totale versée au reste de la région par l'ensemble des donateurs internationaux. Près de 2,000 soldats français sont postés en permanence en Nouvelle-Calédonie et surveillent activement la vaste Zone économique exclusive française du Pacifique Est.

Cependant, lorsqu'on regarde « l'Anglo-Pacifique » (aussi appelé le « Pacifique souverain »), l'empreinte de la France est à peine remarquée. La France n'a pas participé aux interventions de stabilisation de l'île de Bougainville, en Papouasie Nouvelle-Guinée, ni à celle de RAMSI, la mission d'assistance régionale pour les îles Salomon. Malgré le fait que la France possède le troisième réseau diplomatique mondial, elle ne conserve que trois postes dans le Pacifique. Il est vrai que l'hexagone a pris des mesures pour renforcer son engagement régional au cours des dernières années, notamment à travers l'inscription de ses territoires au Forum des îles du Pacifique, la plateforme régionale du Pacifique.

Mais malgré cela, la Pacific Aid Map montre que l'aide de la France et de l'Union européenne est en déclin depuis 2011. Inverser cette tendance et poursuivre une action en dehors de sa coquille territoriale devraient être au centre des actions à venir de la France dans le Pacifique.

LE ROYAUME-UNI, APRÈS LE BREXIT

De tous les acteurs « traditionnels », le Royaume-Uni a peut-être le chemin le plus long à parcourir s'il cherche à redevenir un acteur prépondérant, avec à la fois un développement régional marginal et une empreinte diplomatique très légère.

Quitter l'Union européenne (ce qui est loin d'être certain) présente paradoxalement une opportunité pour le Royaume-Uni dans le Pacifique. En effet, en conséquence du Brexit,

on peut penser que le gouvernement de May cherchera à se réaffirmer bilatéralement et à réaffecter les ressources allouées aux projets d'aide au développement de l'Union européenne vers ses partenaires bilatéraux.

Boris Johnson, l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, voyait dans le Commonwealth une communauté ancienne de 53 colonies que le Royaume-Uni pourrait utiliser comme un vecteur de réengagement du Royaume-Uni vers les quatre coins du monde. Cependant, malgré le fait que 20% des pays du Commonwealth se trouvent dans le Pacifique, il reste à voir si cette ambition pourra se réaliser sans Johnson aux manettes. Les nouveaux postes diplomatiques annoncés récemment sont les bienvenus, mais ils ne seront que paillettes s'ils ne sont pas dotés de soutien financier conséquent.

En somme, malgré les complications citées ci-dessus, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni devraient jouer un rôle plus actif dans le Pacifique s'ils cherchent vraiment à conforter leur présence dans la région. Le Pacifique fait face à de nouveaux défis critiques (changement climatique, crise économique, etc.) auxquels vient s'ajouter la tendance baissière de l'aide mondiale vers la région. Ainsi, en plus de leur apport financier, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis pourraient apporter de nouvelles idées et de nouvelles relations aux États insulaires du Pacifique, qui seraient grandement bénéfiques à la région. Affaire à suivre. ■

ASIA FOCUS #89

LE NOUVEAU PIVOT DU PACIFIQUE : PERSPECTIVES DU LOWY INSTITUTE

PAR JONATHAN PRYKE / DIRECTEUR DU PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE PACIFIQUE DU LOWY INSTITUTE (AUSTRALIE), SPÉCIALISTE DE LA GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

ET ALEXANDRE DAYANT / CHERCHEUR ASSOCIÉ AU SEIN DU LOWY INSTITUTE (AUSTRALIE), SPÉCIALISTE SUR LES POLITIQUES HUMANITAIRES ET D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, ET SUR LA GÉOPOLITIQUE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE
OCTOBRE 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org